

Aider les parents à aider les enfants à grandir

Communiqué de presse

Inégalités, pression scolaire, marchandisation des appuis à la parentalité, recul de la présence des enfants dans la société... Sur la base d'un ensemble de constats concernant les conditions et les enjeux de l'exercice de la parentalité aujourd'hui, le Conseil de l'enfance propose 20 mesures qui visent aider les parents à aider les enfants à grandir autour de six axes : 1. égalité entre les parents ; 2. accès aux droits, prestations et services ; 3. déclore, ouvrir : la place des enfants et des parents dans la société ; 4. appuyer l'exercice parental et sa reconnaissance ; 5. repenser les temps des enfants et des parents ; 6. soutenir les associations et les projets locaux qui contribuent à ces objectifs.

Être parent n'est pas un métier, et élever des enfants n'est pas une compétence innée, d'autant que quel que soit son âge, chacun est coacteur de la relation, sujet dépendant et individu doté de droits.

L'enfant se fait plus rare, sa place dans la société est discutée et, dans une époque marquée par un accroissement des inégalités entre les enfants, la responsabilisation des parents se fait plus forte. Une marchandisation grandissante de la pression parentale, en particulier sur la vie scolaire, vient creuser les inégalités d'accès à des offres d'aides, elles-mêmes sans contrôle ni garantie sur la qualité de l'aide apportée. Le Conseil de l'enfance du HCFEA invite à un accompagnement à la parentalité basé au contraire sur un triptyque éthique et pratique garant du respect des enfants et des parents, quelles que soient les difficultés rencontrées : une « **prévention prévenante** » des parents, appui sans injonction ni jugement si les parents en éprouvent le besoin ; l'ouverture ou « **déclosure** », pour réduire l'isolement, pour pouvoir assouplir les frontières matérielles et symboliques du huis clos familial et (re) faire droit au « dehors » partagé ; « **l'épaulement** » par des mesures d'intérêt général et la **pair-aidance** quand les choses deviennent difficiles, pour favoriser un choix libre et responsable conformément à la charte de soutien à la parentalité, dans des espaces dédiés.

En cas de gravité ou d'urgence, le Conseil appelle à prendre en compte les contextes socio-économiques, territoriaux, médicaux, afin de traiter la situation des enfants comme celle des parents, à distance de toute tentation simplificatrice de sanction.



Et si les parents doivent pouvoir être déchargés temporairement ou partiellement de leurs responsabilités parentales, des tiers peuvent y contribuer en favorisant des processus de parentalité complémentaire et de coéducation.

Le paysage institutionnel et administratif de la parentalité s'est organisé autour de la stratégie nationale de soutien à la parentalité, des schémas départementaux des services aux familles, des Reaap, de l'ensemble des actions menées par les Caf... Si les parents se questionnent, se sentent en détresse, demandent de l'aide, la solidarité nationale doit y répondre pour éviter que ce soutien se trouve de fait délégué à des prestataires marchands. Il s'agit de proposer un ensemble de services qui réduise les surcharges de l'éducation et des soins des enfants au quotidien, parmi lesquels : les services de prévention attendus par les parents, la proximité et flexibilité des modes de gardes, les services d'éducation extrascolaire, de santé et de santé mentale, tout comme la place sécurisée des enfants dans l'espace public...

Les périodes de la vie des enfants et les étapes de leur développement sont caractérisées par des attentes et des besoins qui diffèrent. À cette fin, une loi favorisant l'extension et l'utilisation des droits à congés parentaux aux moments clés de ces transformations de la vie de l'enfant permettrait de donner du temps aux parents et aux enfants pour franchir ces étapes : allongement du congé paternité ; congé scolarité pour les urgences scolaires, congé enfant en difficulté à l'image du congé proche aidant, et enfin le « right to request », droit à un aménagement du temps de travail.

La qualité des liens affectifs entre parent et enfants, la sécurité de la relation éducative, passent aussi par des espaces dédiés comme les cafés de l'école des parents, des groupes organisés par les structures sociales de territoires et des actions de convivialité issues de l'éducatrice populaire qui portent vers des solidarités informelles.

On constate que les associations de loi 1901 jouent un rôle primordial, notamment dans les domaines du sport, de la culture, des loisirs pour créer des moments et des cadres d'épanouissement familial. Parfois, le tissu associatif joue aussi le rôle de premier secours, de premier recours (lignes d'écoute par exemple). En ce sens, les associations dans le champ de la parentalité et de l'enfance devraient bénéficier d'une meilleure stabilité et d'une sécurité juridique et financière.

[Le rapport](#)

[L'infographie](#)